



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
cs 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 02/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDIB

9 rue Vaucluse

ZA Jeune Bois

68270 Wittenheim

Références : 0006705258_2026_02_19_EDIB_ViPPCprévincendie
Code AIOT : 0006705258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement EDIB implanté 9 rue Vaucluse ZA Jeune Bois 68270 Wittenheim. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- 9 rue Vaucluse ZA Jeune Bois 68270 Wittenheim
- Code AIOT : 0006705258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EDIB de Wittenheim appartient au groupe SUEZ. Historiquement dédié aux déchets dangereux, il s'est réorienté vers les tris de déchets valorisables non dangereux (cartons, plastiques,...).

Le site ne réceptionne que des déchets industriels pour lesquels il réalise un tri avant envoi vers les exutoires finaux (recyclage, incinérateur, enfouissement).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

Références réglementaires :

- Arrêté Préfectoral du 24/06/2016 portant autorisation à la société SUEZ d'exploiter son activité de tri et transit de déchets sur son site de Wittenheim

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-1-2	Sans objet
2	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-1-5	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-2-4	Sans objet
4	Confinement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-3-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle n'a pas mis en évidence de non-conformité.

Il ressort des constats établis par l'inspection, que les prescriptions du point 3 ne sont plus adaptées compte tenu de l'évolution de la nature des déchets entreposés et de l'installation. L'exploitant a fait parvenir un rapport à connaissance afin de solliciter la modification de ses conditions d'exploiter le 29 septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérifications périodiques des éléments de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-1-2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] Ces vérifications sont consignés sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont mentionnés les suites données à ces vérifications[...].
Constats : Le présent constat a porté uniquement sur les dispositifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • désenfumage ; • extincteurs ; • RIA.

<p>L'exploitant a transmis à l'inspectrice en amont de la visite, un extrait d'un registre informatisé dénommé « Synergie » dans lequel figure l'ensemble du matériel et équipement de sécurité auquel est associée la date de contrôle.</p> <p>Par sondage l'inspectrice a vérifié les rapports de contrôle et de maintenance de la société Desautel, datés du 14 novembre 2025 pour les équipement suivants ; désenfumage, extincteurs et RIA en lien avec ce tableau. Les documents présentés n'appellent pas de remarque.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-1-5
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie dispose d'un dispositif de détection de fumée. [...].</p> <p>Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance [...] dont les comptes rendus sont tenus à dispositions de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La totalité de l'installation (à la demande de l'assureur) est couverte par une détection (3 détecteurs) couplée à des caméras reliées à la centrale incendie (changée en juillet 2025) qui déclenche l'alarme auprès de l'entreprise SECURITAS. La levée de doute est réalisée par la personne d'astreinte (horaire non ouvré) ou les personnes présentes en période ouvrée.</p> <p>La maintenance annuelle du dispositif est assurée par la même entreprise, un rapport de maintenance et de conformité du 1^{er} juillet 2025 a été remis à l'inspectrice.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...] notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendies et de secours ; • De plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...] ; • Des RIA au sein de chaque bâtiments de stockage de déchets dangereux et non dangereux ; • Un poteau Incendie (...) d'un débit de 60 m3/h pendant 2h sous 1 bar ; • Une réserve d'eau d'au moins 120m3[...];

- D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte [...]. Les agents d'extinctions sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- De produits absorbants et neutralisants adaptés aux produits et déchets stockés, permettant d'absorber toute fuite et tout épandage. Ces produits sont stockés pour les rendre facilement accessibles et utilisable en toute circonstances ;
- D'une réserve d'émulseurs de 9m3 (avec une réserve pré-positionné de 200l par RIA équipé de pré-mélangeur) positionnée en dehors du hall de stockage de déchets dangereux, facilement accessible au service incendie et secours et situé en dehors des zones d'effets des différents incendie modélisés dans l'étude de dangers.

Constats :

Il a été constaté la présence de téléphone (fixe et portable) mis à la disposition des personnes présentes sur le site.

Avant d'alerter les services incendies et secours, une procédure interne est mise en œuvre : les caméras de surveillances couplées aux caméras thermiques déclenchent une alarme sur le téléphone portable des personnes présentes. Les seuils de détection de ces caméras fixes sont de 380 °C pendant les heures d'ouverture et de 150 °C en dehors des heures d'ouverture.

Le plan des locaux avec la description des dangers a été remis à l'inspectrice avant la visite d'inspection.

Les 8 RIA répartis sur le site sont reliés à une réserve d'eau de 120 m3,

Un rapport concernant un poteau incendie situé devant l'entrée du site a été communiqué à l'inspectrice préalablement à la visite. Il justifie du respect du débit prévu.

Il a été constaté la présence de 40 extincteurs à eau ou à poudre répartis à l'intérieur de l'installation en fonction du risque, ainsi qu'une réserve de sable et d'absorbants positionnée au centre de l'installation donc facilement accessible.

Il a été constaté l'absence de la réserve d'émulseur prévue. L'exploitant a toutefois indiqué que cette prescription était liée à la présence de déchets dangereux. Au cours du contrôle, l'exploitant a précisé qu'il ne réalise plus que du stockage d'amiante qui ne justifie pas de tels moyens. Par ailleurs, il a été constaté lors du contrôle l'absence d'autres déchets dangereux.

Au regard de ces éléments, il apparaît que la prescription n'est pas respectée. Toutefois, celle-ci n'est plus adaptée. En effet, l'exploitant a déposé un porter à connaissance le 28 septembre 2022 relatif à la modification de ses installations remettant en cause la présente prescription. Ce dossier n'a pas encore été instruit. La prescription pourra être actualisée après instruction du porter à connaissance.

Dans ces conditions, il n'est pas proposé de suites administratives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux d'extinctions incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7-3-2

Thème(s) : Risques accidentels, confinement

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.

En particulier les vannes d'obturation doivent être situées :

- en amont du bassin d'infiltration (aval du séparateur d'hydrocarbure),
- en amont de la noue d'infiltration,
- en amont du point de rejet du ru,
- en amont du point de rejet au réseau communal.
[...] Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.

[...]

Constats :

Il n'y a pas de noue sur le site, les eaux arrivent dans le bassin de rétention après être passées par une filtration, sauf pour les eaux de lavage qui vont directement en STEP, et les eaux de toiture qui vont dans le ru.

La présence des vannes d'isolement a été contrôlée par sondage (bassin de confinement). Il a été constaté la présence d'une vanne d'isolement au niveau du bassin de confinement.

Les consignes de maniement des vannes d'isolement figurent dans le plan de défense incendie. Elles sont régulièrement testées (janvier 2026). Les rapports sont enregistrés dans le registre « Synergies ».

Il est à noter que, dans le cadre du porter à connaissance communiqué le 28 septembre 2022, l'exploitant a révisé les modalités de gestion des effluents. La prescription pourra être actualisée après instruction du porter à connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant :

Il appartient à l'exploitant de s'assurer qu'un dispositif d'isolement permet d'interdire l'évacuation des eaux de toiture vers le ru en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite